

L'abandon des classes bilingues à Berne qualifié de «désastre»

Promotion du français Après six ans, c'est la fin de l'école bilingue dans la capitale cantonale. Ses autorités ont annoncé mettre fin à l'expérience dès la prochaine rentrée. Le Forum du bilinguisme et BERNbilingue sont outrés.

Dan Steiner

Quand on veut, on peut, se laisse-t-on entendre dire dans la vie, notamment à l'école. Dans les établissements bilingues, on apprendra que cet adage se traduit par «Wo ein Wille ist, ist auch ein Weg.» Après l'annonce récente et soudaine de l'abandon du projet pilote de classes en deux langues en ville de Berne (ClaBi), la conseillère municipale biennoise Anna Tanner ne dit pas autre chose. Mettre en place une structure de ce type, comme c'est le cas dans la cité seelandaise, est compliqué et demande des efforts, en coordination et en personnel, mais c'est une question de volonté.

Dans une lettre envoyée aux parents de la centaine d'élèves concernés, datée du lundi 5 mai, la Direction de la formation de la cité biennoise liste les principales raisons qui ont conduit à prendre cette décision choc, six ans après la mise en place de cette filière pour les jeunes de l'école enfantine à la 6e année: Lehrplan 21 et Plan d'études romand «peu compatibles», «développement de l'école et formation continue des enseignants extraordinairement exigeants», absence de site pour l'extension de l'offre au secondaire I et coûts trop élevés dans un contexte financier tendu.

«Choix politique erroné»

«C'est un désastre et un choix politique complètement erroné», fulmine Claudine Esseiva. Députée libérale-radical au Grand Conseil, elle est également présidente de BERNbilingue, association «amie du Jura bernois depuis 1974». «Si c'est une question de place et de financement, il est certainement possible de trouver des solutions. Cette cen-



Dans la capitale, les élèves bilingues vont à l'école de la Matte.

Franziska Rothenbühler

taine d'enfants doit de toute manière aller à l'école...»

Elle en sait d'ailleurs quelque chose, puisque son garçon de 11 ans fréquente l'établissement de la Matte, où les ClaBi fermeront donc dès 2025/26, soit à la rentrée. «Pour lui, cette offre est géniale», reprend-elle. «Nous parlons suisse-allemand à la maison, mais il regarde la télévision en français, et il comprend tout. Le corps enseignant est pour sa part absolument fantastique. Non, vraiment, c'est catastrophique.»

Dans un communiqué envoyé mardi matin, BERNbilingue s'allie au Forum du bilinguisme, basé à Bienne, pour dénoncer un «scandale pour

la capitale fédérale et le canton bilingue de Berne en matière de politique éducative». Au projet phare de l'ancienne conseillère municipale biennoise Franziska Teuscher, sa successeuse, la Verte Ursina Anderegg, dit donc «Punkt. Schluss.» Interrogée par le Bieler Tagblatt en marge de la pose de la première pierre du futur Campus... Biel/Bienne, la directrice cantonale de l'Instruction publique, l'écologiste Christine Häsler, dit prendre acte mais s'abstenir de tout commentaire.

Pour Virginie Borel, directrice du Forum du bilinguisme, «tout le monde est sous le choc». Elle compréhensible, alors que la demande, à Berne et à Bienne, est toujours supérieure

à l'offre, ce qui dénote un vif intérêt pour ce genre de filière. Ce qu'elle déplore, au même titre que Claudine Esseiva, c'est la faiblesse de l'argumentaire biennois pour jeter l'éponge. «Aucune justification pédagogique ni politique n'est avancée. On ne peut pas comparer Bienne et Berne, mais cela montre que la politique cantonale en la matière est fragile.»

Eine Strategie, bitte

Plusieurs Cantons alémaniques, ces derniers temps encore, souhaitent revoir l'ordre des priorités linguistiques pour leurs chères têtes blondes, au primaire. Si la discussion de reléguer le français derrière l'anglais ou la géographie est certaine-

ment dommageable mais dans une certaine mesure compréhensible, ça semble ubuesque dans le territoire de l'Ours.

Claudine Esseiva est en tous les cas résolue à intervenir au Législatif cantonal. Dans leur communiqué commun, elle et Virginie Borel «exigent des réponses» de la Ville et du Canton, même si ce dernier estime qu'il s'agit là d'une affaire communale. «Nous demandons une communication transparente, qu'une solution soit trouvée pour les enfants, afin que les connaissances linguistiques acquises ne soient pas perdues, et une stratégie cantonale sur la manière de vivre le bilinguisme dans notre canton et de l'enseigner dans les écoles.»

”

C'est un choix politique faux. Si c'est une question de place et d'argent, il y a sûrement des solutions.



Claudine Esseiva
Présidente de BERNbilingue

Cette annonce laisse par ailleurs la maire de Bienne «songeuse et préoccupée» par le message ainsi véhiculé. «Le bilinguisme n'est jamais facile et cela demande un vrai effort, mais c'est un investissement», lâche Glenda Gonzales Bassi. Un investissement qui en vaut largement la peine, martèle la socialiste, deuxième personne francophone de l'histoire de la cité seulement, après Edouard Baumgartner (1948-1960), à occuper le siège de maire. «A Bienne, l'importance de la filière bilingue est liée à l'identité de la ville, ce n'est pas un essai ou pour faire plaisir à la population. C'est une nécessité de revendiquer cette identité.» Qui est apparemment loin d'imprégner l'Exécutif biennois.

AU CŒUR DE LA DÉPUTATION

Pénurie de médecins de famille, quelles mesures du Canton de Berne?

Sandra Roulet Romy
PS, Malleray



Chaque mercredi, Le Journal du Jura ouvre ses colonnes aux membres de la Députation francophone au Grand Conseil. A tour de rôle, chaque élue et élu est libre de traiter le sujet de son choix relatif à son engagement au niveau cantonal. Ce contenu ne reflète pas forcément l'avis de la rédaction.

Selon l'Observatoire suisse de la santé, tiré d'une étude réalisée en 2020, plus de 50% des médecins de premiers recours en exercice interrogés font état d'un déficit de médecins généralistes dans l'ensemble des régions administratives du canton de Berne, à l'exception du Jura bernois. La région de l'Emmental-Haute Argovie était la plus touchée (83%), suivie du Seeland (82%), de l'Oberland (71%) et du Jura bernois (38%).

Compte tenu des départs à la retraite à venir et de la tendance à la baisse du taux d'occupation des médecins, la prise en charge ambulatoire de premier recours devrait diminuer de 22% dans

le canton d'ici à 2025. Suite à la mise en œuvre de la motion Gerber «Pénurie de médecins de famille, procédure à suivre, modèle de soins avec Infirmière de pratique avancée (IPA)», le Canton a soumis un rapport au Grand Conseil à la session de mars dernier.

Le rapport décrit l'analyse et l'évaluation des raisons du bon fonctionnement du modèle de soins des centres médicaux et de la bonne collaboration entre médecins et IPA. Il relève les aspects qui rendent les centres médicaux attractifs pour les médecins de famille: des conditions de travail attractives, favorables à la conciliation entre vie profession-

nelle et familiale avec des possibilités de carrière diversifiées; le perfectionnement permanent et structuré pour le personnel tant médical qu'infirmier ainsi que pour les assistantes médicales et assistants médicaux; la volonté de cultiver un échange de savoirs constants, le développement de l'équipe et la collaboration interprofessionnelle; la redistribution des compétences et efficacité accrue par l'engagement d'IPA et de coordinatrices et coordonnateurs en médecine ambulatoire.

L'IPA est un cycle de formation Master en sciences infirmières avec orientation clinique. Elles font le lien entre les médecins et les patientes et patients et joue

à cet égard un rôle de premier plan dans l'amélioration de la prise en charge en assumant des tâches élargies, ce qui décharge les médecins de premier recours. Pourquoi les IPA n'exercent-elles pas davantage dans les cabinets médicaux? Le constat est que le Canton est bloqué en attente de décision fédérale. Il y a des années que les IPA existent et une conviction générale qu'elles ont un rôle central, mais il n'existe pas de tarif applicable à leurs actes.

Le Grand Conseil a accepté d'agir sans attendre en acceptant des déclarations de planification. Elles visent à créer un service de conseils qui soit en

mesure de conseiller les cabinets médicaux, mais aussi les Communes sur les questions relatives au déploiement du modèle de poste d'IPA ou de poste de formation d'IPA au sein des cabinets médicaux. Dans un deuxième temps, quand la LP-San sera aboutie, de créer les bases légales pour la prescription de traitements médicamenteux et de mettre en place un programme d'impulsion pour encourager les diplômés d'IPA.

Pour conclure, le modèle des centres médicaux fait ses preuves partout en Suisse pour lutter contre la pénurie de médecins de premier recours et le Jura bernois est un très bon exemple.